Une société inclusive pour les personnes âgées : mirage et désillusions

Les constats amers du Défenseur des droits

Camille Bourdaine-Mignot and Tatiana Gründler

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/revdh/13062>

DOI: 10.4000/revdh.13062

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Camille Bourdaine-Mignot and Tatiana Gründler, "Une société inclusive pour les personnes âgées : mirage et désillusions", *La Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 08 November 2021, connection on 06 December 2021. URL: <http://journals.openedition.org/revdh/13062> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/revdh.13062>

This text was automatically generated on 6 December 2021.

Tous droits réservés

Une société inclusive pour les personnes âgées : mirage et désillusions

Les constats amers du Défenseur des droits

Camille Bourdaire-Mignot and Tatiana Gründler

- 1 Quelques mois à peine après son rapport sur la situation des résidents des EHPAD au regard de leurs droits fondamentaux¹, le Défenseur des droits rend publique une étude qu'il a menée sur « les difficultés d'accès aux droits et les discriminations liées à l'avancée en âge »². Estimant que la société s'emploie à répondre au défi démographique du vieillissement de la population³ sur le plan de la prise en charge des plus âgés, mais non à combattre les préjugés dont ces personnes sont l'objet - lesquels sont de nature à compromettre l'exercice de leurs droits⁴ -, le Défenseur des droits a souhaité objectiver les effets de l'âgisme.
- 2 Pour ce faire, il a conduit une enquête quantitative sur 2 506 personnes âgées de 65 ans ou plus, vivant à domicile, par téléphone, du 22 septembre au 31 octobre 2020, complétée d'une petite étude qualitative sur 15 aidants. Cette enquête de terrain cherchait à « documenter les difficultés d'accès aux droits, les inégalités de traitement et les discriminations dans l'accès aux biens et services des personnes âgées vivant à domicile »⁵. Si l'enquête ne fait que confirmer de précédents constats - du Défenseur des droits⁶ ou d'autres⁷ - sur de véritables difficultés d'accès aux services publics et l'existence de discriminations (I), on l'espère porteuse d'un signal fort à l'attention des pouvoirs publics dont on est en droit d'attendre (enfin) une action cohérente et durable en faveur d'une société inclusive⁸. Une telle action est d'autant plus nécessaire que nombre des personnes âgées ont une perception relativement faible de ces discriminations pourtant bien réelles (II).

I. De véritables obstacles d'accès aux services publics des plus âgés

- 3 **Une contradiction dans les termes à l'ère du tout numérique.** L'étude révèle la contradiction de plus en plus criante entre, d'une part, le vœu – constamment réitéré dans les politiques de la vieillesse – de préserver l'autonomie des personnes âgées le plus longtemps possible et, d'autre part, les évolutions sociétales de plus en plus rapides et, de fait, excluantes pour les personnes qui ont le plus de mal à s'adapter au changement. Les effets de l'e-administration sont à cet égard éloquentes. Les personnes interrogées expliquent qu'en cas de difficulté avec une administration, elles parviennent difficilement à contacter un interlocuteur, manquent d'information, voire n'obtiennent pas de réponse. Certes, les personnes âgées ne sont pas les seules à subir ce type de difficultés. Toutefois, pour ces individus particulièrement exposés à la fracture numérique⁹, la difficulté peut devenir obstacle et « être à l'origine d'un renoncement aux droits »¹⁰. Les aidants soulignent les situations de souffrance qui résultent, pour les personnes âgées, de l'absence de relation humaine et de l'injonction qui leur est faite de s'adapter rapidement à de nouvelles modalités de fonctionnement et de communication, laquelle paraît peu réaliste, pour ne pas dire totalement illusoire.
- 4 **Qui se traduit, sur le terrain, par une atteinte aux droits.** Ces éléments correspondent aux constats que le Défenseur des droits a pu déjà faire au travers des réclamations qu'il a eu à traiter. Ainsi, en 2020, 97% des dossiers concernant les plus de 60 ans portaient sur des difficultés rencontrées avec les services publics (pour le versement de pensions de réversion, d'allocations ou de détermination des besoins en aides à domicile). Au mieux, les personnes âgées empêchées sont aidées, mais elles ne se sentent pas moins stressées et surtout dépossédées de démarches qu'elles pourraient faire seules avec plus d'humains ; au pire, elles sont isolées et renoncent à leurs droits. L'étude du Défenseur des droits permet de faire le triste constat que si les politiques ciblées sur la vieillesse se focalisent sur l'autonomie, dans les politiques globales, les évolutions ne sont pas pensées en termes d'accessibilité pour les plus âgés.
- 5 Il en résulte finalement une injonction impossible pour les vieux à rester autonomes au moment où ils deviennent vulnérables dans une société qui impose une perpétuelle adaptation. Le constat est d'autant plus préoccupant que les personnes concernées ont une perception relativement faible des discriminations dont elles sont victimes.

II. Une rare perception de discriminations pourtant bien réelles

- 6 **Une sous-estimation.** L'enquête confirme que les personnes âgées ont une faible perception des discriminations dont elles peuvent être l'objet. En 2020, seuls 2% des réclamations des personnes de plus de 60 ans concernaient un problème de discrimination. Dans la présente enquête, 17% seulement des personnes interrogées déclarent avoir subi au moins une discrimination liée à leur âge au cours des 5 dernières années. Selon le Défenseur des droits, ces chiffres traduisent le fait que « la tendance chez les personnes âgées [est de] sous-estimer les discriminations », ce qui serait « le signe d'une forme d'intériorisation des situations d'inégalités et de discriminations »¹¹. Le Défenseur des droits précise que cette perception des

discriminations se réduit avec l'âge¹². Par comparaison, les aidants – tiers au contact quotidien de ces populations fragiles – tiennent « un discours plus alarmiste que celui des personnes âgées »¹³ qui révèle une perception différente de ces situations qu'ils estiment bien réelles.

- 7 Cette faible perception des discriminations par les principaux intéressés se double logiquement d'un taux de non-recours préoccupant aux yeux du Défenseur des droits, qui relève qu'une personne âgée sur cinq décide de ne rien dire¹⁴. Ces abstentions invisibilisent les discriminations à l'égard des personnes âgées et entravent l'action pour les combattre.
- 8 **Quelles discriminations ?** Les (rares) personnes âgées dénonçant une discrimination à leur endroit, la considèrent majoritairement fondée sur leur origine ou couleur de peau (28%), et dans une moindre proportion sur leur âge ou sexe (20%). Ces discriminations auraient majoritairement cours dans les transports publics, les relations avec une administration et l'accès aux biens et services. Selon le Défenseur des droits, la dimension intersectionnelle des discriminations subies par les personnes âgées serait forte, mêlant âge, origine, précarité et santé.
- 9 En plus de poser la question d'un accès au système de santé discriminatoire en fonction de l'âge¹⁵, la crise sanitaire a livré un discours âgiste, ce que l'ONU a déjà documenté en montrant que « la pandémie a exacerbé les stéréotypes et les discriminations liées à l'âge »¹⁶. En clair, « les personnes âgées ont été vues comme uniformément frêles et vulnérables tandis que les jeunes ont été présentés comme invincibles ou imprudents, voire irresponsables »¹⁷.
- 10 La crise du Covid a agi comme un miroir grossissant de notre rapport collectif à la vieillesse : pour protéger les anciens, on les a isolés, coupés de leurs proches, jusque dans la mort ! Comment s'étonner, dès lors, qu'un tiers des personnes âgées interrogées aient déclaré à l'occasion de cette enquête « ne pas s'être senties protégées par la société » pendant cette crise sanitaire majeure¹⁸ ? S'il n'est pas trop tard, il est grand temps de changer d'approche et de poser le sujet dans le débat public. Car malgré les textes (internationaux notamment) qui interdisent la discrimination fondée sur le grand âge, malgré les discours très stigmatisants qui ont pu être tenus pendant la crise sanitaire, la question des discriminations fondées sur l'âge demeure en fait largement absente du débat politique.

*

Les Lettres « Actualités Droits-Libertés » (ADL) du CREDOF (pour s'y abonner) sont accessibles sur le site de la Revue des Droits de l'Homme (RevDH) – Contact

NOTES

1. « Les droits, la dignité et les libertés des personnes âgées en EHPAD trop souvent mis à mal », mai 2021, <https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/communiqu-de-presse/2021/05/les-droits-la-dignite-et-les-libertes-des-personnes-agees-en-ehpad-trop>.
2. L'étude vient d'être rendue publique (octobre 2021), <https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/communiqu-de-presse/2021/10/difficultes-dacces-aux-droits-et-discriminations-des-plus-de-65-ans-une>.
3. Les plus de 65 ans représentent aujourd'hui un habitant sur cinq et à l'horizon 2070 un sur trois, p. 4.
4. Le Défenseur des droits souligne que « le rapport collectif à la vieillesse, imprégné d'un présupposé d'inutilité, peut avoir des répercussions sur le bien-être physique et psychique des personnes âgées et être source de discriminations », p. 3.
5. Étude, p. 3.
6. L'activité du défenseur des droits auprès des personnes âgées, inactives ou retraitées est rappelée, p. 5 de l'étude.
7. On pense en particulier aux travaux de l'INED, « Trajectoires et Origines, Enquête sur la diversité des populations en France », sous la direction de C. Beauchemin, Ch. Hamel et P. Simon, 2016, collection Grandes enquêtes.
8. Les alertes se multiplient depuis quelques années. Dans son avis 128 du 15 février 2018 sur les « enjeux éthiques du vieillissement » (<https://www.ccne-ethique.fr/fr/actualites/avis-ndeg-128-du-15-fevrier-2018-enjeux-ethiques-du-vieillissement-quel-sens-la>), le CCNE cherchait les « leviers pour une société inclusive pour les personnes âgées » et enjoignait notre société à être « davantage inclusive vis-à-vis de ses citoyen.nes âgé.es notamment en établissement, où se pose plus que jamais la question du maintien du lien social », p. 8.
9. V. notamment le rapport annuel 2017 des Petits frères des pauvres, qui souligne l'exclusion numérique des personnes âgées (« 31 % des plus de 60 ans n'utilisent jamais Internet - mails, consultation de sites, utilisation des réseaux sociaux. Un résultat qui grimpe à 47 % chez les 75-84 ans et à 68 % chez les 85 ans et plus », p. 10).
10. Étude, p. 9.
11. Étude, p. 11.
12. La perception s'estompe également sous l'effet de la dégradation de l'état de santé, avec le niveau de diplôme, ou encore l'origine (personnes non blanches), p. 11.
13. Étude, p. 14.
14. Étude, p. 14.
15. Voir le numéro spécial de la revue *Retraite et Société*, « Inclusion ou exclusion des personnes âgées ? Les dynamiques à l'œuvre en droit et dans d'autres disciplines », sous la direction de C. Bourdair-Mignot, T. Gründler et M. Mercat-Bruns, à paraître au printemps 2022.
16. Étude, p. 16.
17. Étude, p. 16.
18. Étude, p. 15.

ABSTRACTS

En octobre 2021, le Défenseur des droits a rendu publics les résultats de l'enquête quantitative qu'il a récemment réalisée auprès de personnes âgées de plus de 65 ans vivant à domicile, combinée à une enquête qualitative auprès d'aidants. Comme attendu, il en ressort de tristes constats sur le difficile accès aux droits de cette population par ailleurs victime de discriminations. La société inclusive est encore loin.

AUTHORS

CAMILLE BOURDAIRE-MIGNOT

Maîtresse de conférences en droit privé, CEDCACE, Université Paris Nanterre

TATIANA GRÜNDLER

Maîtresse de conférences en droit public, CTAD-CREDOF, Université Paris Nanterre